

AISEREY

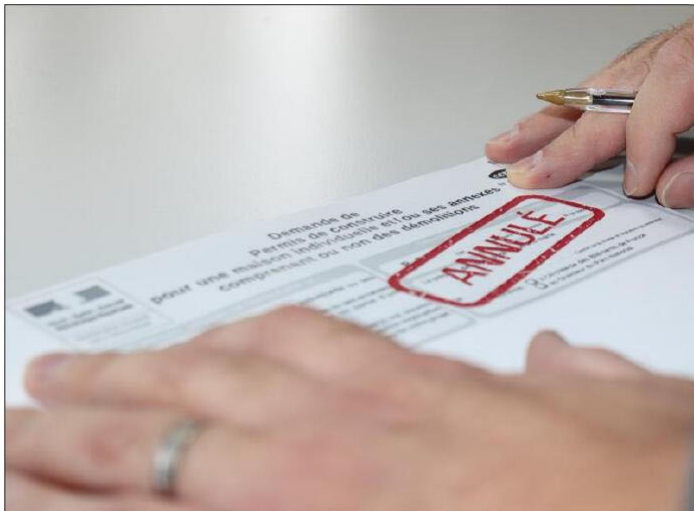
Il attaque la mairie pour le refus de son permis de construire

Un habitant d'Aiserey a récemment saisi le tribunal administratif de Dijon pour faire un recours contre la mairie de sa commune qui lui a refusé son permis de construire. Celui-ci risque en effet d'être annulé par l'instance.

Monsieur X souhaite faire construire deux maisons sur une parcelle située rue de l'Oucherotte à Aiserey. Auparavant, il s'est renseigné sur les raccordements des réseaux (Saur et Enedis) à réaliser, devis à l'appui. Cependant, le maire de la commune d'Aiserey lui a signifié qu'il devra prendre les travaux à sa charge. Puis, ce dernier a refusé, en janvier 2020, d'accorder le permis de construire demandé. C'est pourquoi Monsieur X a demandé au tribunal administratif de Dijon d'annuler ce refus et d'enjoindre la mairie à délivrer le permis.

Trois points soulevés pour justifier de cette annulation

Trois moyens sont soulevés pour demander l'annulation de ce refus. Tout d'abord, la loi prévoit que le bénéficiaire



La mairie d'Aiserey a refusé le permis de construire pour la réalisation de deux maisons sur une parcelle. C'est ce refus qui est étudié par le tribunal administratif. Photo d'illustration LBP/Emmanuelle BAILLS

d'une autorisation de construire est redevable de la réalisation et le financement de tous travaux nécessaires à la viabilité et à l'équipement propre du bâtiment. Selon les conclusions de Mme la Rapporteuse publique, fondées

sur une jurisprudence récente, le refus par le pétitionnaire de prendre en charge les dépenses liées aux réseaux ne devrait pas emporter refus de délivrance du permis. En effet, les gestionnaires de réseaux ont donné leur accord

pour le raccordement. Le financement est une décision indépendante qui relève de l'exécution du permis.

D'autre part, une question se pose : le branchement constitue-t-il un équipement propre au projet ou un équipement

public ? Selon le demandeur, puisque la parcelle voisine en bénéficiera, le raccordement devient un équipement public et le financement par la commune est donc justifié. Mais ici encore, quelle que soit la solution, elle n'affecterait pas la légalité du permis.

Un problème de recul avec la rivière ?

Enfin, la mairie, par une substitution de motifs, soutient que le recul minimum de six mètres imposé par le plan local d'urbanisme entre les berges de la rivière et la construction n'est pas respecté. Toutefois, cela est réfuté par Mme la Rapporteuse publique et par le demandeur. En effet, les terrasses de plain-pied ne seraient pas concernées par de telles dispositions. Ici encore, ce seul point ne justifierait probablement pas un refus de permis, mais plutôt une prescription destinée à faire respecter cette règle de recul.

En définitive, Mme la Rapporteuse publique propose donc d'annuler le refus de permis et d'enjoindre la mairie à délivrer l'autorisation ou de réexaminer la demande.

L'affaire est mise en délibéré. **Bénédicte D'ORGEVAL (CLP)**

LECHÂTELET

Un rassemblement de véhicules rétro en projet

Samedi 27 novembre, l'amicale V2RS (Véhicules rétro Rives de Saône) a tenu son assemblée générale à Lechâtelet. Une trentaine d'adhérents sur les 51 que compte la jeune amicale créée début 2020 avaient répondu présent à l'invitation du président Jean-Louis Lonjaret.

C'est avec satisfaction que Jean-Louis Lonjaret, président de l'amicale V2RS, a ouvert l'assemblée générale de l'association, qui s'est déroulée samedi dernier. Il a rappelé le succès remporté par les rassemblements mensuels qui s'étaient déroulés sur le parking du magasin Bi1 de Seurre à quatre reprises, les deuxièmes dimanches du mois.

La manifestation prévue le 26 juin prochain

« Ce succès est dû aux nombreuses voitures exposées, entre 80 et 120, à la convivialité existante et la passion qui lie les membres du club pour les véhicules de collection et qui est partagée avec le public », a assuré le président. « De plus, la buvette installée à cette occasion permet de renforcer ce



Les membres de l'amicale V2RS étaient réunis en assemblée générale. Photo LBP/G. L.

lien de sympathie et nous permet d'enregistrer quelques bénéfices qui nous serviront à acheter un peu de matériel comme, par exemple, une orfamme avec le logo de l'amicale pour la présenter lors de nos déplacements dans d'autres rassemblements, ou des plaques personnalisées pour nos sponsors. Ceux-ci peuvent bé-

néficier d'une réduction d'impôt pour l'aide financière qu'ils peuvent nous donner, William Gauthier, notre vice-président, ayant obtenu ce droit auprès des services des impôts en tant qu'association reconnue d'utilité publique pour la conservation du patrimoine ».

Le président a ensuite exposé une idée qui lui tient à cœur :

« réaliser un rassemblement à Lechâtelet sur une journée de nos véhicules avec une parade dans les communes voisines, des baptêmes pour le public, etc. Le maire Jean-Paul Chapuis (présent lors de l'assemblée générale, ndlr) est favorable à cette idée et pourrait nous apporter son soutien pour les démarches adminis-

tratives et l'organisation de la manifestation ».

Le projet a été approuvé par les membres présents. Une date est arrêtée pour la tenue de ce rassemblement. Ce sera le dimanche 26 juin 2022. L'organisation et les options retenues se décideront au début du printemps prochain.

Gilles LECLERCQ (CLP)